



Appel à projets 2026

Promotion des filières agricoles de qualité

Dispositif FEADER : Plan Stratégique Régional FEADER de la Nouvelle Aquitaine

- Dispositif : 77.03.01 Coopération pour encourager le développement des systèmes de qualité (Promotion des SIQO)

Evolution entre les différentes versions :

V1 du 16/12/2025 : version originale



Table des matières

DISPOSITIF FEADER 77.03.01 COOPERATION POUR ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES DE QUALITE (PROMOTION DES SIQO).....	4
1. PRESENTATION DU DISPOSITIF	4
2. BENEFICIAIRES ELIGIBLES.....	4
3. LES REGIMES DE QUALITE ELIGIBLES	4
4. CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET	5
5. SELECTION	8
6. MODALITES DE DEPOT DES CANDIDATURES	9
7. RAPPEL DES ENGAGEMENTS.....	10
8. EN CAS DE CONTROLES.....	11
9. PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR LORS DU DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE	12

Contexte et enjeux

La Nouvelle-Aquitaine est la première région agricole et agroalimentaire de France (en termes de valeur et d'emploi). C'est également la première région française en nombre de produits sous Signes de l'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) avec plus de 300 produits. Sa géographie offre une grande diversité de productions, de savoir-faire et d'identités territoriales qui participent largement à la richesse et à la renommée de la Nouvelle-Aquitaine.

La politique régionale de qualité est le fer de lance de toute l'agriculture régionale. Afin d'accompagner les filières et de répondre aux besoins de la société, des consommateurs et du marché, la Région Nouvelle-Aquitaine s'est dotée d'un dispositif permettant d'accompagner les filières agricoles pour la promotion de leurs produits sous SIQO.

Depuis novembre 2023, une nouvelle feuille de route dédiée à la transition énergétique et écologique a été adoptée : Néo Terra 2. Elle se fixe plusieurs ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes.

L'ambition n° 3 de Néo Terra 2 intitulée « Se nourrir : accélérer et accompagner les transitions agroécologiques et alimentaires » concerne directement le secteur agricole. Les produits agricoles et notamment les SIQO sont concernés par ces thématiques et doivent tendre vers les ambitions définies dans cette feuille de route.

La nouvelle période de programmation de la Politique Agricole Commune (2023-2027) a débuté au 1er janvier 2023. Le Plan Stratégique National (PSN) constitue le document unique PAC pour la France avec :

- les interventions du 1er pilier via le FEAGA pour les soutiens aux revenus et aux marchés
- celles du 2ème pilier à travers le FEADER pour le développement des zones rurales.

Ce document stratégique a été adopté le 31 août 2022.

Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire est l'Autorité de Gestion du PSN.

Le PSN constitue le cadrage des interventions nationales possibles qui prennent la forme de « fiches Type d'opération ». Ce PSN agrège également les éléments financiers au niveau national.

La déclinaison du PSN pour la Région Nouvelle-Aquitaine est le Plan Stratégique Régional (PSR). La Région Nouvelle-Aquitaine est désormais Autorité de Gestion régionale pour les mesures non surfaciques du second pilier.

Ce document complète les dispositions du Plan Stratégique Régional FEADER de la Nouvelle-Aquitaine. D'autres documents d'appui au dépôt d'une demande d'aide FEADER sont mis à disposition par la Région tels que le Guide du porteur de projet FEADER et le Guide du porteur de projet MDNA.

Dispositif FEADER 77.03.01 Coopération pour encourager le développement des systèmes de qualité (Promotion des SIQO)

1. Présentation du dispositif

L'objectif de ce dispositif est d'accroître la notoriété des produits de qualité de Nouvelle-Aquitaine afin de majorer la valeur ajoutée de l'ensemble de la filière régionale et particulièrement celle des exploitations agricoles. L'enjeu est de répondre aux attentes sociétales et européennes en matière de qualité de l'alimentation et de santé, de résilience des productions agricoles et de bien-être animal. Les actions soutenues auront pour but de sensibiliser les consommateurs à l'existence et aux caractéristiques des produits relevant de régimes de qualité et de les inciter à acheter les produits de qualité.

Afin de renforcer leur impact et leur portée régionale, les actions collectives regroupant plusieurs produits sous SIQO au sein d'une même campagne de communication seront prioritaires.

Par ailleurs, pour répondre aux enjeux de durabilité, de compétitivité, et de bénéfices environnementaux, la promotion des produits issus de l'agriculture biologique sera priorisée.

2. Bénéficiaires éligibles

Les bénéficiaires de cette opération pourront être :

- Les Organismes de Défense et de Gestion (ODG) des signes officiels de la qualité et de l'origine (définis en application de l'article 73 de la loi d'orientation agricole du 5/01/2006), ainsi que leurs regroupements,
- Les interprofessions en lien avec un régime de qualité retenu au titre de la mesure et leurs regroupements,
- Les groupements réunissant majoritairement des opérateurs de l'agriculture biologique.

Ces entités, indépendamment de leur forme juridique, doivent regrouper des opérateurs participant à un système de qualité applicable aux produits agricoles ou aux denrées alimentaires.

Par nature, les systèmes de qualité sont des projets de coopération entre plusieurs entités (producteurs). Les projets de coopération éligibles au titre du présent dispositif peuvent être déposés par une structure unique ou dans le cadre d'un partenariat entre plusieurs structures porté par un chef de file.

3. Les régimes de qualité éligibles

Les SIQO retenus au titre du présent appel à projets sont :

- Les Indications Géographiques Protégées (IGP) produites en Nouvelle-Aquitaine *
- Les Appellations d'Origine Protégée (AOP) produites en Nouvelle-Aquitaine *
- Les Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) produites en Nouvelle-Aquitaine *
- Les Label Rouge (LR) produits en Nouvelle-Aquitaine *
- L'Agriculture Biologique (AB)*
- Les Spécialités Traditionnelles Garanties (STG) *

* Voir site de l'INAO (www.inao.gouv.fr)

Pour l'Agriculture Biologique, les projets doivent concerner l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Les filières vitivinicoles sont éligibles dans le cadre :

- De projets multi produits sous SIQO (vins et produits agroalimentaires). Si le projet est porté par la filière viticole, seules les interprofessions sont éligibles.
- De l'Agriculture Biologique.

Ne sont pas éligibles :

- Les signes de qualité non retenus dans le champ d'éligibilité,
- Les marques commerciales,
- Les SIQO des filières aquacoles.

4. Conditions d'éligibilité du projet

4.1 Eligibilité géographique

Cet appel à projets concerne des signes de qualité produits en Nouvelle-Aquitaine. Le siège social du bénéficiaire doit se situer en Nouvelle-Aquitaine et /ou une partie du SIQO doit être produit sur le territoire.

Dans le cas où une partie de la production se situe hors Nouvelle-Aquitaine et que le bénéficiaire dépose une demande dans une autre région, les dépenses présentées sont proratisées en fonction du nombre de producteurs situés en Nouvelle-Aquitaine.

4.2 Eligibilité temporelle

Les dépenses sont éligibles à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le bénéficiaire peut présenter un programme prévisionnel d'une durée maximale de 12 mois. Le bénéficiaire disposera d'un délai d'un an à partir de la date de début d'éligibilité des dépenses pour commencer les opérations.

Les projets ne pourront pas démarrer avant le 1^{er} janvier 2026.

Le dossier devra comporter les éléments minimaux pour être recevable (le nom et la taille de l'entreprise ; la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin ; la localisation du projet ou de l'activité ; les dépenses prévisionnelles ; le type (subvention...) et le montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité).

Tout commencement de l'opération (devis signé, dépenses engagées, etc.) avant le 1^{er} janvier 2026 rend la dépense concernée inéligible.

4.3 Conditions d'éligibilité des demandes

Sont éligibles les activités de promotion destinées à inciter les consommateurs ou les professionnels (revendeurs...) à acheter des produits agricoles ou alimentaires relevant des régimes de qualité. Le message doit concerner les spécificités ou les avantages des produits, en termes notamment de qualité organoleptique, de méthodes de production, de bien-être animal ou de respect de l'environnement.

Pour être éligibles, les actions de promotion doivent avoir pour cible **le marché intérieur européen**. Les actions de promotion destinées à des pays tiers sont inéligibles. Seuls les salons se déroulant sur le marché intérieur sont éligibles.

4.4 Coûts éligibles

Sont éligibles uniquement les **frais externes**, c'est-à-dire faisant l'objet d'une facturation au bénéficiaire de l'aide. A ce titre, **sont notamment éligibles les dépenses suivantes** :

- L'organisation ou la participation à des salons professionnels ou grand public,
- L'organisation de campagnes de communication sur divers canaux,
- Le soutien à l'animation sur lieux de vente ou lors d'événements réalisée par des producteurs ou des professionnels,
- Les goodies,
- Les produits de dégustation,
- Le soutien à la conception liée à la création ou à la refonte d'un site internet non marchand...

Ne sont pas éligibles :

- Les actions de promotion destinées à des pays tiers (hors périmètre du marché intérieur européen),
- Les frais de réception dont les buffets,
- Les prix pour les lauréats des concours, les cadeaux,
- Les coûts de transports des animaux,
- Les frais de maintenance des sites internet,
- Les panneaux de ferme de toute nature et autres outils de promotion individuels,
- Les charges de structures,
- Les frais de personnel de la structure,
- Les frais réels et défraiement (hébergement, restauration, péage, carburant...) de la structure.

4.5 Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)

Dans un but de simplification, des options de coûts simplifiés seront mobilisées sur les dépenses suivantes :

- Animations sur lieux de vente : montant forfaitaire de 200 € / jour / animateur
- Goodies : taux forfaitaire de 5% appliqué sur les dépenses totales éligibles au projet (hors OCS)
- Produits de dégustation : taux forfaitaire de 3% appliqué sur les dépenses totales éligibles au projet (hors OCS)

Tableau des éléments à fournir dans le cadre d'une activation des OCS :

OCS	Animation Magasin	OCS sur les goodies	OCS sur les achats de produits dégustation
Pièces à fournir à la demande d'aide	Déclaratif / devis / estimatif déclarant le nombre de jours d'intervention et indiquant la date de réalisation de l'animation.	/	/
Pièces à fournir à la demande de paiement	Facture ou document probant attestant de la réalité de l'action de communication.	Tableau récapitulatif pour les goodies avec types de goodies ; quantité ; montants financiers ; fournisseurs ; dates concernées	Tableau récapitulatif pour les produits de dégustation avec types de produits ; quantité ; montants financiers ; fournisseurs ; dates concernées.

	Exemple : fiche d'émargement ; compte-rendu ; support de présentation etc.	Les bénéficiaires peuvent aussi fournir des échantillons et comptes-rendus d'activité avec photos.	Les bénéficiaires peuvent aussi fournir des échantillons et comptes-rendus d'activité avec photos.
--	--	--	--

4.6 Règles d'intervention financières et taux d'intensité de l'aide

Plancher des dépenses éligibles :

- 20 000 € HT (ce plancher s'applique uniquement à la demande d'aide)

Plafonds des dépenses éligibles par projet (OCS inclus) :

- 125 000 € HT pour la promotion d'1 produit sous SIQO (hors AB),
- 250 000 € HT pour la promotion de l'agriculture biologique (au moins 1 produit en AB) ou de 2 ou 3 produits sous SIQO (hors AB)
- 400 000 € HT pour la promotion de 4 produits sous SIQO et plus

Un bénéficiaire ne peut présenter qu'un seul projet. Un produit sous SIQO ne peut pas être présent dans plusieurs dossiers de demande d'aide.

Taux maximum d'aide publique : 70 %

Taux de cofinancement FEADER : 60%

4.7 Application d'un coefficient stabilisateur

Après instruction des dossiers retenus en comité de sélection, si le montant total des aides attribuables dépasse l'enveloppe disponible, le service instructeur se réserve le droit d'appliquer un stabilisateur afin de respecter le budget annuel disponible.

Exemple : Si après instruction, le service instructeur constate que le montant d'aide total demandé est de 2 500 000 € alors que l'enveloppe disponible ne permet de couvrir que 2 175 000 € d'aide, un stabilisateur sera appliqué sur les dépenses éligibles à hauteur de 87% (2 175 000€ qui représentent 87% de 2 500 000€) à l'ensemble des dossiers éligibles et sélectionnés dans le cadre de cet AAP.

Le taux d'intervention (70%) ne sera pas modifié.

Ainsi, un porteur de projet qui aurait atteint le plafond de 125 000 € pour la promotion d'un SIQO sera plafonné à 108 750 € de dépenses éligibles soit une aide maximale de 76 125 €.

Le taux d'aide publique ne sera pas modifié.

Dans le cas où un stabilisateur aura été établi à la suite de l'instruction de tous les dossiers de demandes d'aide sélectionnés, le service instructeur prendra l'attache des porteurs de projet concernés afin de leur indiquer les montants maximaux de dépenses retenus et les montants d'aide publique auxquels ils peuvent prétendre.

Chaque porteur de projet pourra ainsi, en toute transparence, décider de concrétiser ou non son projet, ou de le redimensionner, selon les ressources publiques mobilisables.

5. Sélection

Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection inscrits dans le Plan Stratégique Régional et déclinés dans les critères ci-après. Chaque dossier se verra affecter une note selon la grille de sélection ci-dessous.

Critères de sélection		Nbre maximum de points possible
Principe 1 : démarche multi SIQO et valorisation de démarches territoriales multiproduits	Campagne de promotion regroupant au moins 2 produits sous SIQO avec une identité commune portée par une seule structure	5
	Campagne de promotion s'inscrivant dans une démarche territoriale collective (zone géographique, plusieurs structures/ODG) impliquant plusieurs produits sous SIQO	10
Principe 2 : Stratégie de communication	Cohérence du prix et des supports de communication utilisés par rapport à l'ambition de la filière et au public cible (selon dire d'expert)	10
	Qualité de la stratégie de communication pluriannuelle (minimum 3 ans) identifiant les cibles, les moyens et l'évaluation	10
Principe 3 : Adéquation avec la politique régionale	Présence de critères de durabilité dans le cahier des charges du SIQO (ou en projet) dont aspects environnementaux	5
	Promotion de l'agriculture biologique	5
	Promotion d'un signe de qualité nouvellement reconnu (à partir du 01/01/2018)	5

Les notes appliquées à chaque principe pourront aller de 0 à 5 ou 10 points selon les critères.

Sélection à 10 points minimum

En cas d'ex-æquo, les dossiers seront classés selon la note obtenue au principe 3 puis 2 puis 1.

6. Modalités de dépôt des candidatures

6.1 Un dépôt dématérialisé sur MDNA

Le dépôt de la demande d'aide réalisé par le bénéficiaire prend la forme d'un formulaire en ligne à remplir sur Mes Démarches en Nouvelle Aquitaine (MDNA).

<https://mes-demarches.nouvelle-aquitaine.fr/craPortailFO/externe/creationDossier.do?codeDispositif=FEADER2327-77-03-01>

Dès lors que la demande d'aide est validée sur MDNA, un accusé d'enregistrement électronique est automatiquement transmis. Attention, cet accusé d'enregistrement n'atteste en aucun cas de la recevabilité de la demande d'aide.

Si la demande d'aide déposée présente le contenu minimum réglementaire, les candidats recevront un accusé de recevabilité précisant la date de réception de la demande de subvention et la date de début d'éligibilité des dépenses.

Cet accusé de recevabilité ne saurait valoir promesse d'aide. Une demande de pièces complémentaires, à transmettre par le porteur de projet pourra vous être adressée.

Un « Guide du porteur de projet MDNA » explicite la procédure de dépôt de la demande et est accessible sur le site :

<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/le-depot-de-mon-dossier.html>

Le formulaire en ligne concerne les informations de base du porteur et du projet. Différents documents complémentaires seront à renseigner et à intégrer lors du dépôt : présentation du projet (Excel), annexe financière et liste SIQO (Excel), pièces justificatives du bénéficiaire (liste en fin d'AAP).

6.2 Calendrier des dépôts

L'avis d'appel à projets est mis en ligne sur le site internet de la Région Nouvelle-Aquitaine et sur le site internet de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine.

Date de démarrage de dépôt des dossiers de demande (sur MDNA)	Date de fin de dépôt des dossiers de demande (sur MDNA)
5 janvier 2026*	23 février 2026

* Sous réserve de disponibilité de l'outil MDNA

Les dépenses sont éligibles dès le 1^{er} janvier 2026.

Tout dossier incomplet à la date du 1^{er} octobre 2026 sera considéré comme inéligible.

7. Rappel des engagements

Le bénéficiaire s'engage à respecter les éléments suivants :

- Engagement à informer le service instructeur de toute modification des éléments transmis dans le cadre de la demande d'aide, de toute modification de projet conséquente ayant un impact sur l'intégrité de l'opération, de tout abandon de projet.
- Engagement à faciliter l'accès au site sur lequel se déroule l'opération aux agents compétents chargés des contrôles et audits. Tout refus de contrôle entraînera l'émission d'une décision de déchéance de droits et l'obligation de remboursement de l'aide perçue.
- Engagement à ne pas solliciter d'autres financements publics pour le même projet, dès la notification de la convention attributive de l'aide, le cas échéant.
- **Engagements liés à la publicité dès le premier euro de financement attribué** : présente l'ensemble des obligations applicables au porteur de projet en matière de publicité. Toutes les actions d'information et supports de communication réalisés par le porteur de projet devront comporter l'emblème de l'Union Européenne, de la Région Nouvelle-Aquitaine et certaines mentions obligatoires : [Mes obligations de communication | Europe \(europe-en-nouvelle-aquitaine.eu\)](https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

Enfin, dès lors que le porteur de projet dispose d'un site web, une description succincte du projet en rapport avec le niveau de soutien y compris sa finalité et ses résultats doit être détaillée en ligne mettant en lumière le soutien financier de l'UE et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

1 Afficher l'emblème et les mentions obligatoires

Toutes vos actions d'informations et supports de communication devront comporter les éléments suivants :

- ✓ L'emblème européen (drapeau)
- ✓ La mention «Financé par l'Union européenne» ou «Cofinancé par l'Union européenne»



*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*

LOGOS ET
SUPPORTS TÉLÉCHARGEABLES

www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu

> L'emblème européen devra toujours être clairement visible et placé bien en évidence. La taille du support sera appropriée au regard de l'importance du financement obtenu. Si d'autres logos sont affichés en plus de l'emblème de l'Union européenne, ce dernier aura au moins la même taille en hauteur et en largeur, que le plus grand des autres logos.

> La présence du logo de la Région Nouvelle-Aquitaine, aux côtés de l'emblème de l'Union européenne, vient illustrer le rôle de la Région, autorité de gestion des fonds européens.

➔ Si vous avez un **SITE WEB** et des **RÉSEAUX SOCIAUX**, vous devez faire figurer l'emblème de l'Union européenne et la description succincte de votre projet, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, afin de mettre en lumière le soutien financier de l'Union européenne.

2

Apposer une affiche A3 ou un affichage électronique pour tous les projets dès le 1^{er} euro



- ➔ Cette affiche devra être placée dans un lieu aisément visible par le public tel que l'entrée d'un bâtiment.
- ➔ Elle devra mentionner des informations sur le projet en mettant en évidence le soutien financier de l'Europe.

> Exemple projet 14/20 Affiche A3

- ➔ Cette affiche ne sera pas obligatoire pour les projets concernés par la plaque réglementaire permanente

8. En cas de contrôles

La Région Nouvelle-Aquitaine en tant qu'Autorité de Gestion régionale est responsable de la réalisation des contrôles par délégation de l'ASP (Agence de Services et Paiement). Un des enjeux est donc de sécuriser la délégation de compétence aux Régions.

Plusieurs typologies de contrôles, réalisés par la Région, ont vocation à être menés afin de sécuriser l'octroi des aides FEADER :

- des contrôles terrains appelés « de premier niveau » (avant paiement final),
- des contrôles approfondis dit « de second niveau » pouvant intervenir à n'importe quel stade de la vie du projet,
- des contrôles des engagements après paiement final.

Par ailleurs, des contrôles et audits menés par des corps de contrôles externes autres que l'autorité de gestion régionale sont menés en parallèle avec des impacts potentiels sur les projets soutenus au titre du FEADER (CCCOP, Commission européenne, ASP).

En cas de non- respect des obligations ou des engagements du bénéficiaire et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération - sauf cas de force majeure et circonstances exceptionnelles au sens de [l'article 59, alinéa 5 du règlement \(UE\) 2021/2116](#) - ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, l'autorité de gestion régionale peut exiger le reversement total ou partiel des aides versées.

La Région Nouvelle-Aquitaine a adopté, lors de la Commission Permanente du 17 novembre 2025, un [régime de sanctions fixant les règles de corrections financières applicables selon les anomalies constatées](#).

9. Pièces justificatives à fournir lors du dépôt de la demande d'aide

Pièces administratives 77.03.01 « Coopération pour encourager le développement des systèmes de qualité »	
Présentation du projet	<input type="checkbox"/>
Tableau de dépenses prévisionnelles	<input type="checkbox"/>
Tous les devis et pièces comparatives (coûts raisonnables) inscrits dans les dépenses ¹	<input type="checkbox"/>
Convention, lettre, ou contrat formalisant le partenariat (pour les projets multi-structures)	<input type="checkbox"/>
Stratégie de communication	<input type="checkbox"/>
Extrait KBIS ou certification INSEE*	<input type="checkbox"/>
Extraits des statuts*	<input type="checkbox"/>
Dernier bilan et compte de résultat*	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le président à solliciter la subvention*	<input type="checkbox"/>
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture*	<input type="checkbox"/>
Attestation de délégation de signature*	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire*	<input type="checkbox"/>
Formulaire "êtes-vous soumis aux règles de la commande publique ?"	<input type="checkbox"/>
Annexe Commande publique (si concerné)	<input type="checkbox"/>

*en cas de partenariat dans le cadre des projets multi-structures, pièces requises pour le porteur de projet chef de file

¹ 1 devis pour toutes les dépenses externes inférieures à 5 000 € HT

2 devis pour toutes les dépenses externes supérieures ou égales à 5 000 € HT et inférieures à 90 000 €

3 devis pour les dépenses supérieures ou égales à 90 000 €